



## SOCIÉTÉ

## Blanquer envisage une rénovation de la filière du bac pro

Le ministre de l'Éducation souhaite augmenter le nombre de places réservées aux bacheliers professionnels dans les STS.

MARIE-ESTELLE PECH [@MariEstellePech](#)

**ÉDUCATION** Le premier ministre, Édouard Philippe, devait se déplacer ce jeudi matin dans un lycée professionnel, accompagné des ministres du Travail et de l'Éducation nationale. La «*rénovation*» de cette filière, promise par le gouvernement, sera abordée alors que le débat sur la sélection ou la non-sélection à l'entrée à l'université bat son plein. La question est importante puisque les bacheliers professionnels échouent massivement lors de leur première année d'université (95 % d'échec). Pour désengorger l'université et surtout pour orienter ces bacheliers vers des filières courtes et professionnalisantes dans lesquelles ils ont plus de chance de réussir, Jean-Michel Blanquer a précisé mercredi sur France Info qu'il envisageait d'augmenter le nombre de places réservées aux bacheliers professionnels dans

les STS (sections de technicien supérieur), ces filières sélectives en deux ans, très prisées par les lycéens venus de l'enseignement général et technologique. «*C'est évidemment en BTS qu'ils doivent aller de façon majoritaire*», avait également indiqué le ministre lors de sa conférence de presse de rentrée, fin août.

Il s'inscrit en cela dans la continuité des quinquennats précédents, qui ont pour le moment obtenu de très modestes résultats. La mise en place de pourcentages minimaux, à l'époque de François Hollande, a, par exemple, permis d'augmenter la part de bacheliers professionnels admis en STS de 0,6 % en 2013 et s'est ensuite stabilisée, voire a légèrement régressé. Parallèlement, les inscriptions des bacs «*pro*» à l'université ont continué à augmenter, les bacheliers professionnels et technologiques représentant désormais un quart des effectifs en première année.

Cette orientation des bacheliers «*pro*» vers les filières courtes ne constitue pas en soit la solution miracle. D'abord parce que ces derniers, une fois inscrits, sont nombreux à abandonner en cours de route. Ensuite parce que s'ils



«*C'est évidemment en BTS qu'ils doivent aller de façon majoritaire*»

JEAN-MICHEL BLANQUER, À PROPOS DES STS

réussissent mieux (leur taux de réussite est de 55 %) qu'à l'université, ils réussissent beaucoup moins bien que les bacheliers généraux (85 %) ou technologiques (75 %). En clair : l'accès est une chose, la réussite en est une autre. Forts de ce constat, nombre de professeurs de STS font blocage à leur venue depuis des années, anticipant une baisse du niveau



d'exigence. La faiblesse de ces bacheliers dans les matières générales est souvent mentionnée. Une inspection diligentée par le ministère de l'Éducation nationale rappelait, dans un rapport datant de 2015, la difficulté de « convaincre » ces enseignants qui voient dans cette mesure « une forme de nivellement par le bas sous-tendu par une logique quantitative de régulation des flux peu en phase avec le potentiel de réussite des élèves ».

C'est en réalité en amont, au lycée, que la question se joue, d'où la promesse ministérielle d'une réforme de cette filière. Les expériences locales démontrent que c'est parce qu'ils bénéficient d'un soutien au lycée que certains bacheliers réussissent ensuite en BTS ; comme au lycée Jean-Lurçat de Perpignan, qui a instauré des heures supplémentaires en maths et en français dès la première. Dans certaines académies (Créteil, Grenoble, Lyon, Bordeaux) ont été mis en place des dispositifs dont le

but est d'aménager la transition entre la classe de terminale et le BTS. Mais quel que soit le discours volontariste porté par l'institution, force est de constater que l'aide apportée aux élèves, aussi bien en amont qu'en aval de l'orientation en STS, « est faible et ne fait pas l'objet d'un suivi rigoureux » selon les inspecteurs.

Reste surtout que le bac « pro » fait figure de vaste illusion. Sa « double finalité » (insertion professionnelle et poursuite d'études) est « indéniablement source d'interrogation, voire d'incompréhension dans les établissements scolaires et de désillusion pour de nombreux élèves ». Les lycéens qui décident de se lancer sur le marché du travail se retrouvent trop souvent employés à des postes sous-qualifiés, inférieurs au niveau de leur bac, et connaissent d'importants taux de chômage. Quant à ceux qui, portés par le discours ambiant en faveur de la poursuite d'études, s'inscrivent à l'université, on sait ce qu'il en advient. ■